

14573

**CREA**

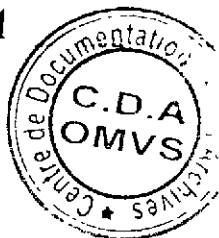
CENTRE DE RECHERCHE ET DE FORMATION  
SUR L'ÉTAT EN AFRIQUE

**LE CHANGEMENT CLIMATIQUE  
EN AFRIQUE DEL'OUEST**

-----

**CLIMATE CHANGE  
IN WEST AFRICA**

*sous la dir de / edited by*  
**Massimiliano Mondelli**



L'HARMATTAN ITALIA  
via Degli Artisti 15  
10124 Torino

**L'HARMATTAN**  
5-7 rue de l'École Polytechnique  
75005 Paris

L'HARMATTAN CÔTE-D'IVOIRE  
Résidence Karl - Cité des arts  
Abidjan-Cocody 03

Climate change in West Africa : elements for a regional strategy on management and adaptation <i>Le changement climatique en Afrique de l'Ouest , éléments pour une stratégie régionale de gestion et adaptation</i> ENRICO PORCEDDU	57
Éléments de diagnostic et de perspectives pour des stratégies efficaces d'atténuation et d'adaptation <i>Diagnosis and perspective elements for reductive and adaptive strategies</i> SOULEYMANE DOUMBIA	77
Mots introductifs - Cérémonie de clôture <i>Allocution - Closing words on the conference</i>	94
Rapport général <i>General report</i> HAMA ARBA DIALLO	99
Motions spéciales <i>Special motions</i>	104
Message du Président de la République de Côte d'Ivoire, SEM Laurent Gbagbo <i>Message of the Ivorian President, HE Laurent Gbagbo</i> LAURENT DONA FOLOGO	106
ANNEXES / APPENDIX	113
Annexe n. 1 - Rapport du Colloque <i>Appendix n 1 - Conference report</i>	115
Annexe n. 2 - Listes des adhérents à l'initiative du CREA <i>Appendix n 2 - Adherents list at CREA initiative</i>	120

Préface

## **RENFORCER LES CAPACITÉS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

CREA

CENTRE DE RECHERCHE ET DE FORMATION SUR L'ÉTAT EN AFRIQUE

Au cours des dernières décennies, l'attention de la communauté scientifique internationale et des responsables politiques du monde entier s'est concentrée d'une manière toujours plus pressante sur le problème du réchauffement planétaire et de l'action de l'homme dans l'altération du système climatique. Malgré le fait que l'unanimité des opinions ne soit pas réunie sur l'ensemble de ces problèmes, un large consensus semble se dégager pour reconnaître que le climat de la terre est en train de changer rapidement dans le sens d'un réchauffement progressif de la planète. On reconnaît avec une préoccupation croissante la réduction toujours plus marquée des glaces polaires et l'augmentation de la température moyenne des océans. Il se manifeste en même temps une plus grande convergence des opinions scientifiques qui tendent à reconnaître que l'augmentation des quantités des CO<sub>2</sub>, et autres gaz à effet de serre, est la cause principale de ce phénomène. On considère donc urgent que des mesures soient prises d'une part pour freiner toute action humaine qui contribue à augmenter ultérieurement les émissions des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, et d'autre part pour mettre en place des politiques d'adaptation de nos systèmes de vie aux nouvelles conditions climatiques. Les conférences internationales de Bali en 2007 et de Postdam en 2008 ont été les exemples les plus éloquents d'une recherche commune à toute l'humanité des stratégies plus adéquates pour faire face aux menaces liées au changement climatique.

cains et internationaux ; de soulever et de débattre ouvertement les problèmes des Pays ouest africains face aux changements climatiques ; d'identifier et de proposer les réformes nécessaires sur le plan local, national et régional pour accroître la capacité des Etats africains, et en particulier des Pays ouest africains, pour mieux agir face aux menaces et aux risques dus aux changements climatiques pour les populations.

A l'initiative de Monsieur le Président de la République de Côte d'Ivoire et sur la base de ses suggestions et orientations, et avec l'appui de Madame la Première Dame, du Ministre des Mines et de l'Energie, qui a suivi au quotidien nos efforts, du Ministre de l'Intégration Africaine, du Ministre de l'Environnement et du Ministre de l'Emploi, le CREA a ainsi travaillé depuis 2007 pour répondre aux interrogations et aux inquiétudes manifestées par les autorités ivoiriennes. Le but poursuivi était de formuler des propositions capables de renforcer les capacités d'analyse et de gestion publique des conséquences du changement climatique.

Nous avons recensé la littérature disponible sur le phénomène et l'impact qu'il pourrait avoir sur l'avenir du monde et, en particulier, sur celui de l'Afrique occidentale. Nous avons également fait l'état des initiatives qui se multiplient dans le monde pour comprendre la nature du phénomène et surtout pour en contrôler l'évolution et les conséquences. Nous avons travaillé avec des personnalités et des Institutions scientifiques indépendantes qui avaient manifesté leur disposition à partager avec nous leurs évaluations et propositions.

Nous sommes ainsi arrivés à la conclusion que les Etats de la sous-région auraient un intérêt certain à adopter un « plan d'action » commun. Ce plan ne devrait pas seulement viser la création d'un nouveau Forum de consultation et de discussion, mais devrait proposer la mise en place de mesures idoines visant à améliorer la capacité d'analyse des Etats et, sur-

Les stratégies qui sont pour le moment soumises à l'attention de la communauté internationale partent du constat que le réchauffement climatique semble inévitable. On estime en effet que l'augmentation de la température moyenne de la terre suivra une courbe qui ne peut qu'être atténuée, dans le meilleur des cas, avec des mesures rigoureuses de transformation de nos systèmes de production pour réduire les émissions de gaz. La croissance démographique mondiale, par exemple, à elle seule va influencer le phénomène du réchauffement climatique. Au-delà des mesures indispensables de réduction des émissions de gaz à effet de serre, il faut donc procéder à la mise en place de politiques, également rigoureuses et urgentes, pour faciliter la vie des hommes dans des conditions climatiques différentes de celles que nous connaissons actuellement. Il faut protéger l'environnement, adapter nos systèmes de vies et nos méthodes de production. Les gouvernements sont donc appelés à effectuer des efforts considérables dans cette direction pour préparer et protéger leurs populations.

La fragilité de l'écosystème africain et la faiblesse des Etats du continent portent à croire que l'Afrique pourrait subir plus que les autres les conséquences néfastes du changement climatique. Et cela malgré le fait que les populations africaines contribuent moins que les autres à l'émission de gaz à effet de serre et donc au réchauffement de la planète. Pour l'Afrique, il s'impose donc de se concentrer d'urgence sur les mesures à adopter pour protéger ses populations grâce surtout à la recherche de nouvelles formes de production agricole, et de défense des sols et de l'environnement.

Sur la base de ces considérations, le Gouvernement de la Côte d'Ivoire a sollicité le CREA à approfondir la réflexion sur les réformes nécessaires pour rendre plus efficace l'action de l'Etat et pour orienter les comportements des populations. Les orientations reçues par le CREA allaient dans le sens de promouvoir une alliance entre les savoirs scientifiques afri-

tout, leur aptitude à introduire et à gérer les réformes indispensables pour contenir l'impact du changement climatique.

Le plan d'action que le CREA propose se base sur des principes assez simples qui tendent d'une part à renforcer la coopération interétatique sous régionale, par la création de structures communes de concertation et de coordination et d'autre part à développer la formation scientifique et l'efficacité des moyens de communication.

Malgré sa simplicité, le plan que le CREA propose tend à introduire de profondes transformations des politiques économiques, environnementales et sociales des Etats membres. La mise en application d'un tel plan requiert en conséquence la volonté ferme et l'engagement des Etats appelés à introduire les réformes qui seront progressivement indispensables pour offrir la meilleure solution possible aux défis du changement climatique.

Le CREA envisage plus particulièrement la constitution, dans un cadre régional, d'un « Comité Scientifique International » censé fournir aux Etats membres toute information en la matière. Ce Comité suivra l'évolution des évaluations faites sur le plan mondial en la matière. Il permettra d'accompagner les Gouvernements et les Institutions régionales dans le choix des politiques à adopter dans les divers secteurs de la vie sociale et économique, et notamment dans les domaines suivants : l'agriculture, la pêche, la préservation des sols et de la biodiversité, la gestion des eaux et des centres ruraux et urbains, les ressources énergétiques et les services de santé publique.

Le plan envisage également de créer un « Centre Régional des Hautes Etudes » capable d'améliorer la préparation des experts et fonctionnaires de la sous-région chargés de l'élaboration des politiques, de l'évaluation des stratégies et de la participation aux négociations internationales afférentes à l'impact des changements climatiques.

Le plan prévoit enfin la nécessité de créer un Fonds, ou Mécanisme, régional pour financer les mesures d'adaptation de l'économie aux conséquences du changement climatique.

Le CREA estime que l'adoption d'un tel projet est susceptible de renforcer les capacités des Etats membres de défendre leurs intérêts et d'éviter des activités de développement qui contribueraient à aggraver leurs problèmes. La réalisation d'un tel projet servirait, en outre, à mettre à la disposition de l'opinion publique les éléments d'information nécessaires – même à travers la réalisation d'émissions radiotélévisées toujours plus approfondies et actualisées – à une meilleure adaptation au phénomène tout en diminuant les impacts négatifs sur les différents secteurs de la société ouest africaine.

Le CREA tient à remercier le Gouvernement ivoirien, et spécialement le Président de la République, Son Excellence Monsieur Laurent Gbagbo, pour son appui constant et pour sa vision d'avenir qui a permis à nos scientifiques de regarder les problèmes actuels dans une perspective de long terme.

Le CREA tient à remercier toutes les éminentes personnalités du monde scientifique et des Organisations internationales qui ont contribué à développer les réflexions pour nos travaux. Nous remercions en particulier l'Académie italienne des Sciences ; l'Agence italienne pour les technologies nouvelles, l'énergie et l'environnement (ENEA) et le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest de l'OCDE (CSAO-OCDE).

Finalement une mention spéciale à l'intention du Président Hama Arba Diallo qui a à tout moment fortement appuyé nos efforts avec intelligence, compétence et une passion sans pareil. A lui nous témoignons toute notre gratitude et souhaitons nos vœux les meilleurs.

Première Partie / *Section One*

LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES  
ET L'AFRIQUE DE L'OUEST

*CLIMATE CHANGES AND WEST AFRICA*



14573

**CREA**

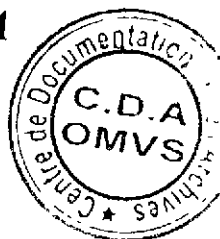
CENTRE DE RECHERCHE ET DE FORMATION  
SUR L'ÉTAT EN AFRIQUE

**LE CHANGEMENT CLIMATIQUE  
EN AFRIQUE DEL'OUEST**

-----

**CLIMATE CHANGE  
IN WEST AFRICA**

*sous la dir de / edited by*  
**Massimiliano Mondelli**



L'HARMATTAN ITALIA  
via Degli Artisti 15  
10124 Torino

**L'HARMATTAN**  
5-7 rue de l'École Polytechnique  
75005 Paris

L'HARMATTAN CÔTE-D'IVOIRE  
Résidence Karl - Cité des arts  
Abidjan-Cocody 03

## Table des matières / Contents

PRÉFACE / FOREWORD	7
Renforcer les capacités de l'Afrique de l'Ouest face aux changements climatiques <i>Strengthening the capacities of West Africa facing climate changes</i> CREA	
Première Partie / Section One	13
LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET L'AFRIQUE DE L'OUEST <i>CLIMATE CHANGES AND WEST AFRICA</i>	
Climat et crise financière · réformer la gouvernance de l'État <i>Climate and financial crisis · reforming State governance</i> PAOLO SANNELLA	15
L'initiative ivoirienne sur les changements climatiques <i>Ivorian initiative on climate changes</i> AUGUSTE KOUASSI	20
Climat et changements climatiques en Afrique de l'Ouest <i>Climate and climate changes in West Africa</i> CSAO / OCDE	25
Seconde Partie / Section Two	47
LES ACTES DU COLLOQUE DE GRAND-BASSAM <i>GRAND-BASSAM CONFERENCE PROCEEDINGS</i>	
L'intégration régionale face aux changements climatiques en Afrique de l'Ouest <i>Regional integration and climate changes in West Africa</i> AMADOU KONÉ	49
Le dialogue environnemental en Afrique de l'Ouest <i>Environmental dialogue in West Africa</i> DANIEL AHIZI AKA	53

Climate change in West Africa - elements for a regional strategy on management and adaptation <i>Le changement climatique en Afrique de l'Ouest - éléments pour une stratégie régionale de gestion et adaptation</i> ENRICO PORCEDDU	57
Eléments de diagnostic et de perspectives pour des stratégies efficaces d'atténuation et d'adaptation <i>Diagnosis and perspective elements for reductive and adaptive strategies</i> SOULEYMANE DOUMBIA	77
Mots introductifs - Cérémonie de clôture <i>Allocution - Closing words on the conference</i>	94
Rapport général <i>General report</i> HAMA ARBA DIALLO	99
Motions spéciales <i>Special motions</i>	104
Message du Président de la République de Côte d'Ivoire, SEM Laurent Gbagbo <i>Message of the Ivorian President, HE Laurent Gbagbo</i> LAURENT DONA FOLOGO	106
ANNEXES / APPENDIX	113
Annexe n. 1 - Rapport du Colloque <i>Appendix n 1 - Conference report</i>	115
Annexe n 2 - Listes des adhérents à l'initiative du CREA <i>Appendix n 2 - Adherents list at CREA initiative</i>	120

Préface

## **RENFORCER LES CAPACITÉS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

CREA

CENTRE DE RECHERCHE ET DE FORMATION SUR L'ÉTAT EN AFRIQUE

Au cours des dernières décennies, l'attention de la communauté scientifique internationale et des responsables politiques du monde entier s'est concentrée d'une manière toujours plus pressante sur le problème du réchauffement planétaire et de l'action de l'homme dans l'altération du système climatique. Malgré le fait que l'unanimité des opinions ne soit pas réunie sur l'ensemble de ces problèmes, un large consensus semble se dégager pour reconnaître que le climat de la terre est en train de changer rapidement dans le sens d'un réchauffement progressif de la planète. On reconnaît avec une préoccupation croissante la réduction toujours plus marquée des glaces polaires et l'augmentation de la température moyenne des océans. Il se manifeste en même temps une plus grande convergence des opinions scientifiques qui tendent à reconnaître que l'augmentation des quantités des CO<sub>2</sub>, et autres gaz à effet de serre, est la cause principale de ce phénomène. On considère donc urgent que des mesures soient prises d'une part pour freiner toute action humaine qui contribue à augmenter ultérieurement les émissions des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, et d'autre part pour mettre en place des politiques d'adaptation de nos systèmes de vie aux nouvelles conditions climatiques. Les conférences internationales de Bali en 2007 et de Postdam en 2008 ont été les exemples les plus éloquents d'une recherche commune à toute l'humanité des stratégies plus adéquates pour faire face aux menaces liées au changement climatique.

cains et internationaux ; de soulever et de débattre ouvertement les problèmes des Pays ouest africains face aux changements climatiques ; d'identifier et de proposer les réformes nécessaires sur le plan local, national et régional pour accroître la capacité des Etats africains, et en particulier des Pays ouest africains, pour mieux agir face aux menaces et aux risques dus aux changements climatiques pour les populations.

A l'initiative de Monsieur le Président de la République de Côte d'Ivoire et sur la base de ses suggestions et orientations, et avec l'appui de Madame la Première Dame, du Ministre des Mines et de l'Energie, qui a suivi au quotidien nos efforts, du Ministre de l'Intégration Africaine, du Ministre de l'Environnement et du Ministre de l'Emploi, le CREA a ainsi travaillé depuis 2007 pour répondre aux interrogations et aux inquiétudes manifestées par les autorités ivoiriennes. Le but poursuivi était de formuler des propositions capables de renforcer les capacités d'analyse et de gestion publique des conséquences du changement climatique.

Nous avons recensé la littérature disponible sur le phénomène et l'impact qu'il pourrait avoir sur l'avenir du monde et, en particulier, sur celui de l'Afrique occidentale. Nous avons également fait l'état des initiatives qui se multiplient dans le monde pour comprendre la nature du phénomène et surtout pour en contrôler l'évolution et les conséquences. Nous avons travaillé avec des personnalités et des Institutions scientifiques indépendantes qui avaient manifesté leur disposition à partager avec nous leurs évaluations et propositions.

Nous sommes ainsi arrivés à la conclusion que les Etats de la sous-région auraient un intérêt certain à adopter un « plan d'action » commun. Ce plan ne devrait pas seulement viser la création d'un nouveau Forum de consultation et de discussion, mais devrait proposer la mise en place de mesures idoines visant à améliorer la capacité d'analyse des Etats et, sur-

Les stratégies qui sont pour le moment soumises à l'attention de la communauté internationale partent du constat que le réchauffement climatique semble inévitable. On estime en effet que l'augmentation de la température moyenne de la terre suivra une courbe qui ne peut qu'être atténuée, dans le meilleur des cas, avec des mesures rigoureuses de transformation de nos systèmes de production pour réduire les émissions de gaz. La croissance démographique mondiale, par exemple, à elle seule va influencer le phénomène du réchauffement climatique. Au-delà des mesures indispensables de réduction des émissions de gaz à effet de serre, il faut donc procéder à la mise en place de politiques, également rigoureuses et urgentes, pour faciliter la vie des hommes dans des conditions climatiques différentes de celles que nous connaissons actuellement. Il faut protéger l'environnement, adapter nos systèmes de vies et nos méthodes de production. Les gouvernements sont donc appelés à effectuer des efforts considérables dans cette direction pour préparer et protéger leurs populations.

La fragilité de l'écosystème africain et la faiblesse des Etats du continent portent à croire que l'Afrique pourrait subir plus que les autres les conséquences néfastes du changement climatique. Et cela malgré le fait que les populations africaines contribuent moins que les autres à l'émission de gaz à effet de serre et donc au réchauffement de la planète. Pour l'Afrique, il s'impose donc de se concentrer d'urgence sur les mesures à adopter pour protéger ses populations grâce surtout à la recherche de nouvelles formes de production agricole, et de défense des sols et de l'environnement.

Sur la base de ces considérations, le Gouvernement de la Côte d'Ivoire a sollicité le CREA à approfondir la réflexion sur les reformes nécessaires pour rendre plus efficace l'action de l'Etat et pour orienter les comportements des populations. Les orientations reçues par le CREA allaient dans le sens de promouvoir une alliance entre les savoirs scientifiques afri-

tout, leur aptitude à introduire et à gérer les réformes indispensables pour contenir l'impact du changement climatique.

Le plan d'action que le CREA propose se base sur des principes assez simples qui tendent d'une part à renforcer la coopération interétatique sous régionale, par la création de structures communes de concertation et de coordination et d'autre part à développer la formation scientifique et l'efficacité des moyens de communication.

Malgré sa simplicité, le plan que le CREA propose tend à introduire de profondes transformations des politiques économiques, environnementales et sociales des Etats membres. La mise en application d'un tel plan requiert en conséquence la volonté ferme et l'engagement des Etats appelés à introduire les réformes qui seront progressivement indispensables pour offrir la meilleure solution possible aux défis du changement climatique.

Le CREA envisage plus particulièrement la constitution, dans un cadre régional, d'un « Comité Scientifique International » censé fournir aux Etats membres toute information en la matière. Ce Comité suivra l'évolution des évaluations faites sur le plan mondial en la matière. Il permettra d'accompagner les Gouvernements et les Institutions régionales dans le choix des politiques à adopter dans les divers secteurs de la vie sociale et économique, et notamment dans les domaines suivants : l'agriculture, la pêche, la préservation des sols et de la biodiversité, la gestion des eaux et des centres ruraux et urbains, les ressources énergétiques et les services de santé publique.

Le plan envisage également de créer un « Centre Régional des Hautes Etudes » capable d'améliorer la préparation des experts et fonctionnaires de la sous-région chargés de l'élaboration des politiques, de l'évaluation des stratégies et de la participation aux négociations internationales afférentes à l'impact des changements climatiques.

Le plan prévoit enfin la nécessité de créer un Fonds, ou Mécanisme, régional pour financer les mesures d'adaptation de l'économie aux conséquences du changement climatique.

Le CREA estime que l'adoption d'un tel projet est susceptible de renforcer les capacités des Etats membres de défendre leurs intérêts et d'éviter des activités de développement qui contribueraient à aggraver leurs problèmes. La réalisation d'un tel projet servirait, en outre, à mettre à la disposition de l'opinion publique les éléments d'information nécessaires – même à travers la réalisation d'émissions radiotélévisées toujours plus approfondies et actualisées – à une meilleure adaptation au phénomène tout en diminuant les impacts négatifs sur les différents secteurs de la société ouest africaine.

Le CREA tient à remercier le Gouvernement ivoirien, et spécialement le Président de la République, Son Excellence Monsieur Laurent Gbagbo, pour son appui constant et pour sa vision d'avenir qui a permis à nos scientifiques de regarder les problèmes actuels dans une perspective de long terme.

Le CREA tient à remercier toutes les éminentes personnalités du monde scientifique et des Organisations internationales qui ont contribué à développer les réflexions pour nos travaux. Nous remercions en particulier l'Académie italienne des Sciences ; l'Agence italienne pour les technologies nouvelles, l'énergie et l'environnement (ENEA) et le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest de l'OCDE (CSAO-OCDE).

Enfin, une mention spéciale à l'intention du Président Hama Arba Diallo qui a à tout moment fortement appuyé nos efforts avec intelligence, compétence et une passion sans pareil. A lui nous témoignons toute notre gratitude et souhaitons nos vœux les meilleurs.



Première Partie / *Section One*

LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES  
ET L'AFRIQUE DE L'OUEST

*CLIMATE CHANGES AND WEST AFRICA*

# CLIMAT ET CRISE FINANCIÈRE : RÉFORMER LA GOUVERNANCE DE L'ÉTAT

PAOLO SANNELLA

Président du CREA

Le climat et son changement se présentent aujourd'hui à nos yeux comme les problèmes les plus complexes et les plus difficiles auxquels soient confrontés les experts, les hommes politiques et les populations menacées dans leur propre environnement. Nous avons appris depuis l'école primaire que le climat n'a pas été stable tout au long de la vie de notre planète. Nous sommes parfois passés – pour les mêmes zones du monde – de périodes de froid intense à des époques de chaleur extrême. Des périodes de sécheresse ont parfois suivi des périodes de pluies. De ces changements, les hommes n'ont pas toujours eu un souvenir immédiat et direct. Pour notre existence quotidienne, pour l'organisation de nos sociétés, le climat représentait, au contraire, un cadre connu et stable, auquel les hommes pouvaient faire référence et sur lequel se sont développées nos cultures, nos traditions, nos manières de vivre. Depuis seulement quelques années on s'est aperçu que cette stabilité climatique commençait à subir des modifications toujours plus profondes, rapides et avec des implications toujours plus intenses dans notre vie quotidienne.

Dans notre monde d'aujourd'hui, qui est fait de communications et d'images, les premières nouvelles du changement climatique ont été rendues publiques par les médias. Nous avons ainsi appris, par exemple, que les régions du globe éternellement couvertes de glace étaient en voie de réchauffement. Autant dire que les glaces sont menacées de disparition. Le niveau de la mer augmente en conséquence. La vie et l'existence de certains Pays insulaires sont menacées à tel point que les habitants cherchent à fuir pour trouver refuge dans d'autres